

Contribution CGT ONERA

Table 3 : Militarisation de l'espace

08/09/2026

Au niveau mondial : Contexte

L'espace comme bien commun (Traité sur l'espace de 1967) remis en cause par la prolifération et la militarisation
Diversification des acteurs, deux modèles spatiaux se dessinent, pour quel modèle Français/Européen ?

- États-Unis : modèle commercial et privé, fortement soutenu par l'État (Space Act 2017)
- Chine / Russie : pilotage étatique, coopération interétatique sous l'égide de l'ONU

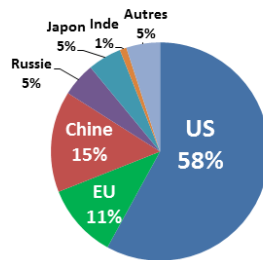
Militarisation croissante

- Part défense grandissante des budgets spatiaux
- Des choix stratégiques sans réel débat démocratique, et éloignés des besoins des populations
- Une dépendance critique et donc une vulnérabilité de la société à l'espace : navigation, télécommunications, observation...
- L'espace comme nouveau champ de confrontation : espionnage, brouillage, cyberattaques, armes antisatellites

Prolifération et pouvoir croissant d'acteurs privés

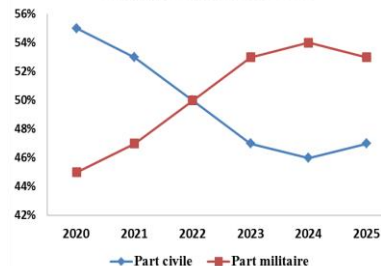
- Explosion des flottes commerciales
→ prolifération et saturation des orbites basses.
- Acteurs privés détenant des technologies duales stratégiques et poursuivant leurs propres intérêts

Part dans le budget institutionnel spatial mondial en 2025



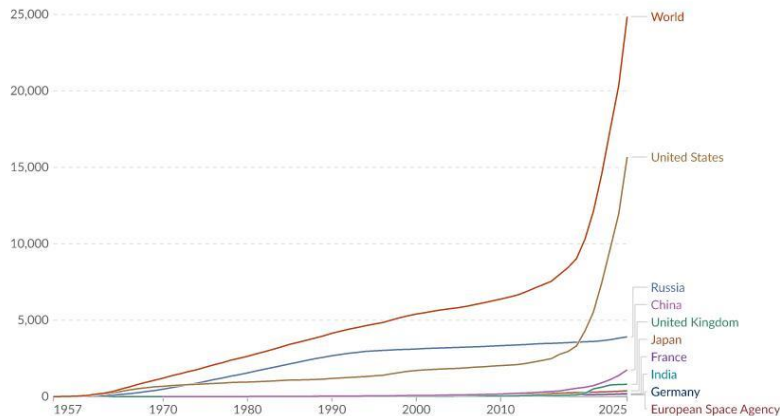
Source : ESA report on Space Economy 2026

Répartition civile ou militaire dans le budget spatial mondial



Cumulative number of objects launched into space

This includes satellites, probes, landers, crewed spacecrafts, and space station flight elements launched into Earth orbit or beyond.



Data source: United Nations Office for Outer Space Affairs (2026)

OurWorldinData.org/space-exploration-satellites | CC BY

Note: When an object is launched by a country on behalf of another one, it is attributed to the latter.

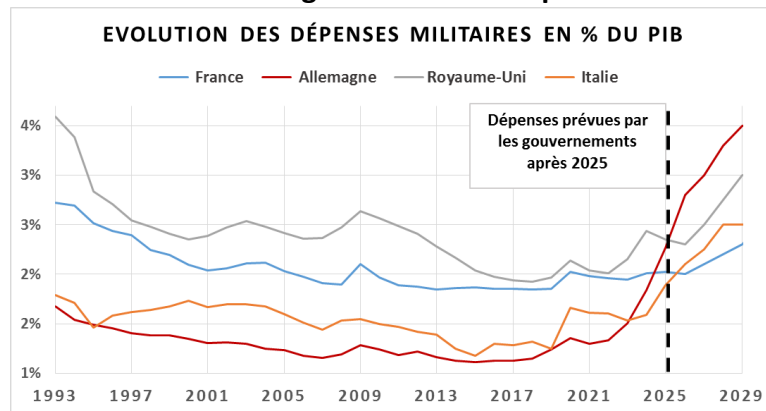
En Europe : Montée en puissance de l'Allemagne

Une stratégie de rattrapage par l'Europe :

La France conserve une assise solide grâce à son **avance historique** et à un investissement dans ses programmes nationaux encore **environ 2 fois supérieur** à sa contribution à l'ESA.

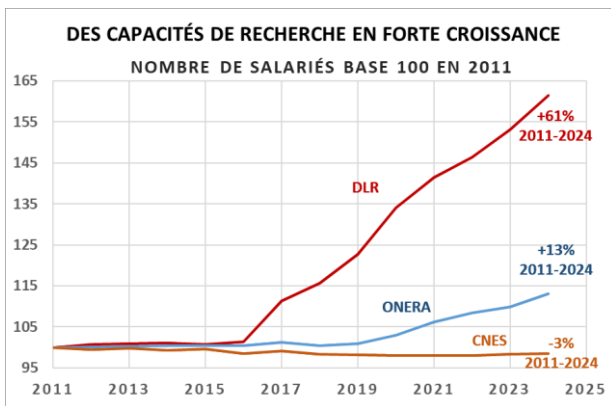
L'Allemagne mise sur **l'ESA et les programmes européens pour accélérer son rattrapage industriel**, tout en investissant massivement dans la recherche pour **préparer le coup d'après** et **capter progressivement les technologies et emplois à forte valeur ajoutée**.

1. Hausse massive des budgets militaires et spatiaux



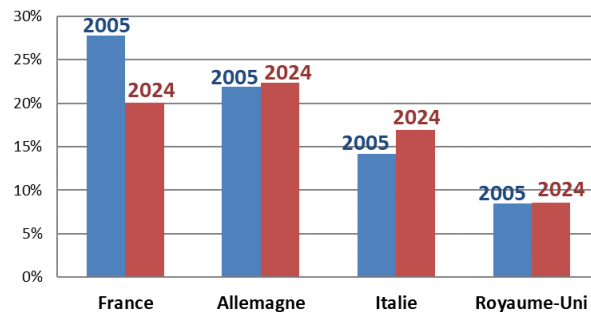
2. L'Allemagne investit massivement dans la recherche

DLR : 546 M€ dans le spatial (32 %), 10 fois les moyens spatiaux de l'ONERA, pour un organisme de recherche à périmètre comparable



3. ESA : l'Allemagne premier contributeur en 2025

Evolution des contributions à l'ESA



Un poids financier qui se traduit selon la politique ESA par des **investissements industriels en proportion**.

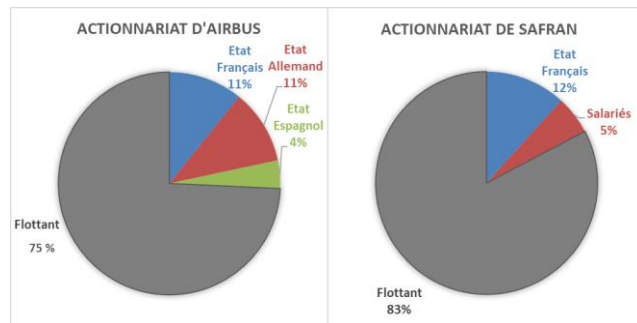
En Europe : Conséquences en France et privatisations

Perte de souveraineté : le centre de gravité spatial se déplace

- **Déplacement du centre de gravité industriel** → Airbus/ArianeGroup renforcent leurs activités allemandes, notamment à **Brême, Ottobrunn et Lampoldshausen**.
- **Des capacités stratégiques quittent la France** → le **Vinci**, conçu à Vernon, voit désormais son **intégration finale et ses essais transférés de Vernon à Lampoldshausen** ; les chambres de combustion sont déjà produites à Ottobrunn.
- **Montée en puissance des industriels allemands** → l'État allemand soutient directement **OHB, Rheinmetall et les nouveaux acteurs du New Space**.
- **L'accord de Schwerin remis en cause** → en **2017, l'Allemagne commande à OHB deux satellites de reconnaissance optique**, rompant avec la logique de partage des capacités optiques françaises / radar allemandes instaurée en 2002.
- **L'ESA accompagne cette montée en puissance** → Isar Aerospace, entreprise allemande, bénéficie désormais d'un contrat ESA de **197,8 M€**, principalement financé par l'Allemagne ; son lanceur Spectrum est opéré depuis **Andøya, en Norvège**.
- **Déplacement du pôle de recherche** → montée en puissance du **DLR** parallèlement à la fragilisation des capacités publiques françaises ; la coopération ONERA-DLR peut aussi favoriser une circulation des compétences vers l'écosystème allemand.

Autonomie croissante des industriels financiarisés

- Le capital d'Ariane Group est détenu par Safran et Airbus à 50% chacun :



- **Privatisations** → **groupes plus autonomes vis-à-vis des États**, guidés par leurs intérêts industriels et financiers.
- **Concentration européenne** → **BROMO** (Airbus–Thales–Leonardo) renforce le poids des grands groupes face aux États et favorise une logique de **rentabilité et de « synergies »**.
- **Des industriels qui arbitrent de plus en plus l'organisation de la production et des compétences**, alors même qu'une grande partie de leur activité repose sur la commande et les financements publics.

Le risque n'est pas seulement de perdre des usines : c'est de perdre progressivement sa souveraineté, c.-à-d. la maîtrise d'œuvre, la recherche et les compétences en France qui permettent de décider ce que l'on produit, avec qui, et pour quels besoins.

En France : Néolibéralisme, New Space et Pacte Espace



Le New Space : un modèle américain de start-up à la française

- **Le privé comme moteur** → autonomisation des industriels et favorisation des start-up, investisseurs et donc logique de marché, rentabilité, passage à l'échelle rapide
- **D'un État qui programme à un État qui sélectionne** → multiplication des solutions privées plutôt que pilotage public de long terme
- **Moins de moyens pour la recherche spatiale publique, davantage de soutien à l'émergence du marché**
 - France 2030 finance le privé : 1,5 Md€ pour le spatial, tandis que le CNES doit économiser 330 M€ sur 2026-2028.
 - Des coupes sur la coopération scientifique internationale et qui entraînent le risque de perte d'expertise française en observation de la Terre, climat et atmosphère.
- Une politique spatiale de plus en plus orientée par les intérêts privés : compétitivité, l'industrie et la défense, au détriment des programmes scientifiques de long terme
- L'espace est désormais assumé comme un milieu d'opérations militaires

Exemple MaiaSpace : le « New Space » au sein d'ArianeGroup

Une « start-up » adossée à l'ancien spatial, filiale à 100 % d'ArianeGroup, bénéficiant de ses **technologies, compétences et financements**, tout en mobilisant des **financements publics** (France 2030, ESA).

2025 : Pacte Espace, orienter le New Space vers la défense

- Le Pacte Espace **structure l'écosystème spatial autour des besoins militaires de l'État** : grands industriels, start-up/New Space, CNES et ONERA
- **Modèle néolibéral** : l'État **oriente, finance et achète**, en mobilisant ses moyens pour faire émerger des solutions privées
- **La DGA pilote la demande** → elle définit les besoins opérationnels, l'industrie propose les solutions
- **ONERA** → recherche, expertise et essais au bénéfice des industriels, avec transfert rapides de connaissances et de technologies **CNES** → maîtrise d'ouvrage, financement et accompagnement de l'industrie, jusqu'au passage à l'échelle et au marché
- **Continuum civil-militaire assumé** → les innovations du New Space sont orientées vers les capacités militaires.

Les conséquences du New Space

Dégradation des conditions de travail → pression sur les coûts, accélération des rythmes et précarisation.

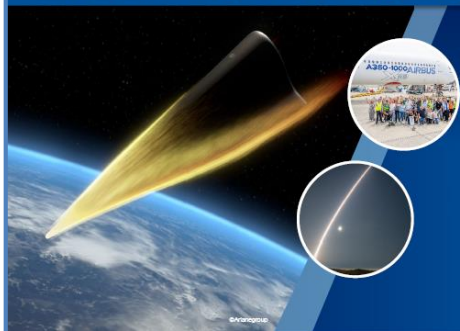
Perte de souveraineté → montée d'acteurs privés à l'actionnariat financiarisé, dont les intérêts peuvent primer sur les besoins collectifs.

Affaiblissement des organismes publics → recul du rôle et des capacités du CNES, de l'ONERA et de la recherche publique, conçus à l'origine comme des outils de pilotage et de planification de l'État.

A l'ONERA : le spatial orienté vers les besoins défense

DÉVELOPPER DES CAPTEURS INNOVANTS : POD-X

Observer la trajectoire d'objets hypersoniques



Développement d'un moyen embarqué d'acquisition optique haute performance

Mise œuvre en coopération avec DGA EV et DGA EM

Pour la Dissuasion et les autres programmes hypersoniques

SURVEILLANCE DE L'ESPACE : LE PROJET PROVIDENCE

Exploiter le savoir-faire, mondialement reconnu, de l'ONERA en optique adaptative



PROVIDENCE, DÉDIÉ À DES USAGES DUAUX, PERMETTRA :

- l'observation et la caractérisation de satellites et des débris spatiaux
- la mise en œuvre de faisceaux laser et de communications optiques
- l'observation astronomique, ...

Les technologies et le savoir-faire de l'ONERA (en optique adaptative notamment) permettront d'obtenir une résolution d'une dizaine de centimètres sur des satellites situés à 500 km d'altitude

Mise en service des premières capacités prévue en 2028 à partir de l'observatoire de Haute-Provence

NOSTRADAMUS : VOIR PLUS LOIN QUE L'HORIZON

Évaluer l'apport opérationnel d'un radar transhorizon à onde de ciel



EXPLOITER LA RÉFRACTION DE LA IONOSPHERE

GRANDE PORTÉE :
Quelques milliers de kilomètres

TOUTES ALTITUDES ET TOUTES VITESSES :
proche du sol jusqu'à la très haute altitude

ROBUSTE À LA FURTIVITÉ DES OBJETS

CROCUS : NANO SATELLITE D'ÉTUDE

Lancement : 2026



La mission CROCUS a pour objectif de fournir des renseignements sur deux aspects :

- L'environnement spatial avec les flux d'électrons et d'oxygène atomique au voisinage de la Terre et les techniques de caractérisation et de réduction des effets induits
- La mesure du flux radiatif émis par la Terre

En tant que travailleuses et travailleurs du spatial



Nous voulons :

- **Un véritable débat démocratique à l'assemblée nationale** sur les orientations spatiales, fondé sur les besoins de la population et non sur les seuls intérêts industriels ou militaires
- **Un espace comme bien commun**, ouvert, pacifique et au service de l'humanité, fondé sur le **droit international** et la **coopération**
- Une **France souveraine** dans ses capacités spatiales, capable de maîtriser les technologies et infrastructures essentielles
- **Un Etat planificateur** d'appuyant sur ses organismes publics de recherche renforcés (CNES, ONERA, CNRS) pour conduire des **programmes de long terme répondant aux besoins de la population française**
- **Un CNES maître d'œuvre et pilote de la politique spatiale**, et non réduit à un rôle de financeur et de donneur d'ordre
- **Un ONERA intégré en amont puis tout au long des programmes** pour conduire des explorations technologiques et non réduit à un rôle de sous-traitance par les industriels
- **Un pôle public du spatial**, réunissant les capacités industrielles, scientifiques et techniques nécessaires à une véritable politique spatiale nationale.
- **Un pôle public national de l'armement**, pour sortir les capacités stratégiques de la logique purement marchande et maîtriser la production
- Une **régulation internationale des orbites et des fréquences**, contre leur accaparement par quelques États ou entreprises privées.
- Une politique spatiale tournée vers la **coopération internationale**, notamment **scientifique et climatique** : observation de la Terre, changement climatique, météo, gestion des ressources et prévention des catastrophes.

Nous ne voulons pas :

- D'un espace fermé et militarisé
- Du modèle américain fondé sur la privatisation et la puissance de quelques groupes concentré en quelques mains
- D'un nouvel espace « Far West », livré à la concurrence et à l'appropriation privée
- D'une prolifération anarchique des flottes et de la saturation des orbites
- De technologies stratégiques dépendantes d'intérêts privés et échappant au contrôle démocratique
- D'une politique spatiale guidée par la rentabilité et l'export, plutôt que par les besoins de la population

Sources



Planche 1 contexte :

- SIPRI Military Expenditure Database
- Our World in Data d'après United Nations Office for Outer Space affairs

Planche 2 Europe Montée de l'Allemagne :

- Dépenses militaires : STOCKHOLM INTERNATIONAL PEACE RESEARCH INSTITUTE (SIPRI) Military Expenditure Database
- Budgets et nombre de salariés ONERA, CNES, DLR : rapports annuels de ces différents organismes
- Contributions ESA : ESA Annual Report

Planche 4 Europe Conséquences en France et privatisation :

- Actionnariat d'Airbus et Safran au 31 décembre 2025, issue de leur rapports annuels :
 - Airbus SE Report of the Board Of Directors 2025
 - Safran Group Rapport Intégré 2025